



COMMUNIQUÉ

Écosociété menacée par une multinationale, Barrick Gold

Attaque à la liberté d'expression

Écosociété presse le gouvernement d'adopter une loi anti-SLAPP* et lance une campagne de financement

Montréal, le 5 mai 2008 - Avec pour seul objectif de l'écraser et de la pousser à la faillite, Barrick Gold poursuit Écosociété pour 6 millions \$. La plus grosse compagnie aurifère du monde réclame en effet de la petite maison d'édition québécoise, et des auteurEs de *Noir Canada*, 5 millions \$ pour dommages moraux compensatoires, ainsi qu'un million à titre de dommages punitifs.

Un tel montant représente 25 fois le chiffre d'affaires annuel d'Écosociété, ce qui rend cette demande totalement absurde, à fortiori pour un organisme à but non lucratif, et pour des auteurs sans fortune.

Cette poursuite-bâillon, ou SLAPP, est une lourde menace pour le droit à l'information, pour la liberté d'expression et donc pour la démocratie. Nous pensons que l'édition indépendante joue un rôle fondamental en démocratie. C'est pourquoi nous refusons de nous faire museler de la sorte et entendons poursuivre notre travail d'éditeur engagé.

Nous avons confiance dans le sérieux du travail de nos auteurs :

« Le livre *Noir Canada. Pillage, corruption et criminalité en Afrique* est la synthèse et l'analyse de documents nationaux et internationaux déjà rendus publics (rapports, livres, documentaires...), portant sur des abus de maints ordres à propos de plusieurs sociétés canadiennes présentes en Afrique. Il porte aussi sur le soutien dont bénéficient parfois ces sociétés de la part du gouvernement canadien. Le débat que ce livre cherche à inscrire dans la sphère publique est d'autant plus légitime que les actifs des Canadiens (fonds de retraite, REER, fonds publics) sont souvent indirectement investis dans ces sociétés via la Bourse de Toronto.

Noir Canada ne se substitue pas à la justice et ne porte aucune accusation, mais s'enquiert du fait qu'un nombre considérable de documents nationaux et internationaux crédibles font état d'un nombre inquiétant d'abus voire de crimes qui auraient été commis par un nombre considérable de sociétés canadiennes en Afrique. Le livre en appelle à la création d'une commission indépendante pour élucider tous ces cas. » (Alain Deneault)

Écosociété demande donc toutes les formes d'appui possible pour mener ce combat pour la liberté d'expression. Nous allons avoir besoin de fonds dans cette bataille pour la démocratie. La maison d'édition demande au gouvernement de légiférer rapidement sur la question des SLAPP. La lutte qui commence concerne tous les citoyens et citoyennes de ce pays.

*Strategic Lawsuit Against Public Participation / Poursuite-bâillon

Source : Elodie Comtois

☎ (514) 521-0913

✉ presse@ecosociete.org